

Alain Touraine

Un seul monde, toujours plus d'exclus

Propos recueillis par
Christine von Garnier





Né en 1925, agrégé d'histoire, sociologue, directeur à la prestigieuse Ecole pratique des hautes études (Paris), Alain Touraine est, depuis trente ans, l'un des analystes les plus pénétrants de la «modernité» et des mouvements sociaux. Politiquement, il se situe parmi les libéraux de gauche comme l'ex-président de la Communauté européenne Jacques Delors. Il ne se sent pas bien dans la tour d'ivoire de la science. Il aime mieux converser directement avec le public et aborder des thèmes concrets: disparition des structures politiques traditionnelles, grèves, pauvreté croissante dans les faubourgs des villes françaises. Il est l'auteur de nombreux ouvrages: *Critique de la modernité* (1992), *Qu'est-ce que la démocratie?* (1994) et tout récemment *Pourrons-nous vivre ensemble, égaux et différents?* (Fayard, 1997).

Pour Alain Touraine, il est impossible de parler d'un phénomène de société – l'urbanisation croissante dans notre cas – sans le replacer dans un contexte plus large, celui de la globalisation de l'économie qui est le moteur de notre époque, transformant la planète en un seul monde («one world»). La distinction Nord-Sud est dépassée. Il y a le Tiers-Monde dans les pays du Nord – «New-York est une ville du Tiers-Monde», dit-il – et des «Premiers Mondes» dans certaines villes du Sud (ou pays). Cette économie globalisante crée partout, de fait, une dualisation des sociétés.

C'est ce phénomène, complexe, qu'il analyse dans l'interview qu'il a accordée à Pain pour le prochain et à l'Action de Carême, dans le cadre de leur Campagne 1998, *SolidarCité*, «En solidarité avec les pauvres et les exclus dans un monde en urbanisation croissante».



Quel est le cadre sociologique qui provoque l'urbanisation croissante du monde ?

Pour répondre, il est bon de partir du Sud, car nous sommes habitués à analyser ces phénomènes dans le Tiers-Monde. Il y a 30 ans que nous parlons de dualisation de l'économie, de marginalisation urbaine (surtout en Amérique latine). Nous avons dit: "Il y a participation de ces pays à un système économique international dans lequel ils occupent une situation périphérique. Une partie de la société participe à cette économie, et une autre n'y participe pas. Ces sociétés du Sud sont constituées par une économie formelle (= qui répond aux critères de l'économie internationale) et une économie informelle (= qui s'occupe de la partie du marché qui est pauvre, qui n'a pas la possibilité de faire des achats de produits élaborés des grands circuits économiques)."

Ce que nous avons dit pour le Sud, vaut aujourd'hui pour le Nord et l'Est. C'est un des aspects de la globalisation. Cela vaut pour tout le monde, donc également pour les problèmes urbains. L'explication fondamentale du système dans lequel nous vivons, c'est la formation d'un système économique de plus en plus détaché des sociétés quelles qu'elles soient. En conséquence, comme il n'y a pas de société mondiale organisée, la capacité de gestion nationale, régionale, locale, et urbaine, devient de plus en plus faible. C'est une situation de très rapide transformation et les problèmes de contrôles sociaux de ces changements sont de plus en plus difficiles à gérer.

Et que se passe-t-il ?

Alors apparaît le phénomène de l'exclusion (niveau international, national, villes), comme il y a 100 ou 150 ans était apparu le paupérisme dans l'Europe industrielle. Le capitalisme s'est développé là où des structures politiques, économiques, rurales et urbaines n'étaient pas fortes, ce qui a provoqué une dislocation du tissu social (de toutes les structures qui sous-tendent une société rurale ou urbaine, ndlr). Toute une partie de la société est tombée dans le paupérisme, appelé aussi prolétarisation. Cela s'est traduit par le phénomène d'urbanisation (et tous les problèmes qui en découlent), dont la cause est essentiellement économique. Cela ne tient pas à la ville ou à l'éducation. C'est l'économie qui se dégage des contrôles sociaux et politiques qui étaient périmés. Il se passe le même phénomène aujourd'hui.

Et quelle en est la conséquence générale ?

Cela entraîne comme conséquence non pas la globalisation, mais, une dislocation de tous les moyens d'intégration sociale (lois, éducation, religion, morale, etc.) et une polarisation des classes et des personnes et de leurs manières d'être. Cela dépend naturellement des pays: dans les pays industriels, il y a de plus grandes différences qu'en Afrique. Nous avons 15 % à 20 % de personnes dans la pauvreté en Europe occidentale.

Donc, en résumé, nous avons un phénomène majeur, massif : l'économie se détache de la société, d'autant plus que la société est et restera largement nationale et que l'économie est très internationalisée. Cela entraîne au niveau mondial une



rupture du même ordre, comme celle que nous avons connue au XIXe siècle au niveau de chaque ville et de chaque pays.

Comment comprendre le mot "exclusion" dans ce contexte ?

C'est une question de vocabulaire. Le mot exclusion est un mot "actif": *quelqu'un exclut*, c'est plus fort, cela touche aux conduites. Le mot marginalité est "passif": *je suis mis en marge*. Le sociologue est plus sensible aux conduites (aux mouvements), donc il attache plus d'importance à l'exclusion. Il vient un moment où les "insiders" considèrent les "outsiders" comme une menace et pas comme des victimes. Alors, on "ferme les portes de la ville le soir" pour ne pas les laisser entrer. Ce sont des phénomènes de rejet comme il y a 100 ans. Les citoyens se liguent pour rejeter. Il se forme des mouvements, les "poor-whites" (France, Etats-Unis, Allemagne), c'est-à-dire de catégorie et de niveau d'éducation bas, - on retrouve cela aussi dans le Sud -, qui rejettent ceux qui sont encore au-dessous d'eux, car ils ont peur d'être confondus avec eux. Ils se sentent menacés depuis ces 40 dernières années par le chômage. En 1840, en France, on appelait les pauvres: la "classe dangereuse", par opposition à la "classe des laborieux".

Partout, dans les villes surtout, les gens qui sont dans la précarité, le chômage, servent de point d'appui aux riches pour transformer une situation de marginalité objective en situation de rejet, d'exclusion. Nos sociétés, par conséquent nos villes, vivent des phénomènes de rejet. Le monde occidental vit depuis 10 ans avec l'idée toujours présente, mais pas avouée, que si l'on pouvait "jeter à la mer" les 20 % des gens (étrangers, pauvres, malades, jeunes délinquants, alcooliques, drogués, etc.), les 80 % s'en tireraient très bien ! L'exclusion est un phénomène social, politique et moral plus grave que la mise en marge objective. C'est la raison pour laquelle nous devons tous réfléchir aux moyens de lutter contre l'exclusion.

Du fait de la mondialisation de l'économie, de la disparition des contrôles sociaux, quel est le rôle de l'Etat envers la société ?

Il faut distinguer plusieurs choses:

1. Dans notre type de pays, il s'est créé le "welfare state" (E.U., Japon, Scandinavie, Europe). Il y a une redistribution sociale par l'Etat envers les pauvres, les chômeurs, les malades, les gens âgés, etc., ce qu'on appelle la sécurité sociale. Nous avons pris la décision de la répartition. Il faut refuser toute discussion là-dessus. C'est une finalité que nous avons décidée. Ce n'est pas un obstacle au développement, c'est une finalité du développement. C'est le modèle social européen.

Ceux qui disent que la mondialisation de l'économie impose la suppression du social disent une immense bêtise, un non-sens. Bien entendu, dans une situation de compétitivité plus ouverte, où il y a plus de pays industriels, nous devons savoir comment limiter nos coûts mais, tout ce qui se dit sur la concurrence "terrible" que nous font les pays à bas salaire comme en Asie relève de la plaisanterie, car dans nos pays d'Europe occidentale, cela ne représente que 1% à 2% de nos importations. Ce sont les pays qui nous ressemblent qui nous ont fait du tort par leur dévaluation: Italie, Angleterre, Espagne, etc.



2. L'Etat est malade et doit être allégé. Dans tous nos pays occidentaux après la dernière guerre, et dans la plupart des pays du Sud et des pays communistes, l'Etat a joué un rôle central pour le développement de l'économie, rôle qu'il a fait plutôt bien. Aujourd'hui, son rôle économique s'est dégradé. Les interventions économiques de l'Etat qui étaient positives, sont devenues largement négatives.

En résumé: maintien du "welfare state", abandon de l'Etat entrepreneur, qui est devenu un Etat subventionneur et qui est devenu surtout un Etat de défense des intérêts acquis des catégories moyennes, en particulier du secteur public, ce qu'on appelle la petite bourgeoisie d'Etat. Cela a naturellement une répercussion sur les villes.

Est-ce qu'il y a d'autres institutions qui pourraient aider l'Etat ?

Il est important de définir les termes d'un développement durable qui touche aussi l'urbanisation croissante. Plus un pays est avancé, - c'est-à-dire plus sa société et ses villes sont complexes -, plus les éléments divers de son fonctionnement concourent et sont des conditions nécessaires à sa croissance économique. Au début, il suffit de capital et de travail, puis, l'urbanisation, la communication, la formation professionnelle, une bonne administration publique. C'est ce que nous avons acquis plus ou moins bien au cours des 150 dernières années dans nos pays et nos villes (certaines du Sud aussi). Maintenant, il faut apprendre à gérer des problèmes plus complexes dans les pays et les villes: la crise urbaine, l'intégration des étrangers, le recyclage des catégories professionnelles qui doivent changer d'activités plusieurs fois dans leur vie, l'adaptation de programmes scolaires, la gestion des problèmes de personnalité à cause de tous les bouleversements, la drogue, la délinquance, etc. Ces changements économiques et sociaux atteignent toutes les personnes, dans les villes notamment.

Donc, en résumé, nous avons besoin de nouvelles interventions publiques, mais pas forcément de l'Etat. Ces problèmes appartiennent de plus en plus à la gestion du changement. Nous avons besoin d'organisations qui soient des services publics qui s'occupent de gérer cela. Avant, il y avait les syndicats, les contrats collectifs de travail qui, au siècle dernier, se sont substitués à la loi trop rigide. De même aujourd'hui il faut que des actions soient menées par des associations (grass root democracy) de base, des ONG, qui sont plus proches des gens et dont les méthodes sont mieux adaptées aux situations que les interventions massives de l'Etat ou les applications rigides de la loi.

La culture joue-t-elle aussi un rôle ?

Il faut dire avec la plus grande netteté aujourd'hui que nous venons de vivre 20 années marquées par la destruction des anciens systèmes de contrôles sociaux et politiques de l'activité économique. C'était probablement nécessaire, mais socialement coûteux.

La priorité doit être aujourd'hui la reconstruction de certaines formes de contrôles sociaux et politiques. Les gens qui disent cela aujourd'hui ne sont pas des révolutionnaires: le président de la Banque Mondiale, le directeur du FMI. Donc: renforcement de l'Etat national, d'organisations qui soient des services publics, mais



aussi renforcement de l'identité culturelle de chaque société. Cela est valable aussi au niveau des villes. Il ne s'agit pas de plonger dans le laisser faire, laisser passer. Il s'agit de sortir de la phase la plus dure, la plus brutale qui est la phase de transition libérale et de retrouver un mode de contrôle social et politique plus complexe, plus décentralisé, plus souple, plus responsable, plus volontaire, plus solidaire de l'activité économique et de revaloriser la culture. Tout cela également au niveau des villes.

Est-ce que de tels contrôles sociaux, politiques et économiques peuvent se faire au niveau supra-national ?

La démocratie consiste à prendre les choses de bas en haut, et non pas de haut en bas. Elle a commencé dans les villes, dans les cantons (en Suisse), dans les unités de base (Athènes avait 20'000 personnes !). Nous sommes montés au niveau de l'Etat, puis du supranational en Europe. Nous assistons là à une reprise de l'importance de la ville et de la région qui ne doit pas se développer au détriment de l'Etat national. Il n'y a pas à choisir. Il faut toute une pyramide de contrôles sociaux, donc de lieux politiques, mais je donnerais de plus en plus la priorité à l'action de base. Cependant il y a un risque considérable: que chacun s'enferme dans sa petite communauté et dise: "moi je n'ai rien à faire avec les autres".

J'observe heureusement qu'il y a tout un travail des organisations internationales: l'UNESCO, les grandes Commissions sur les Droits de l'Homme, sur le Développement, les grandes Réunions des Nations-Unies (Rio, Pékin, etc.). Tout cela à des degrés divers, au niveau international, provoque la gestion des rapports entre unité et diversité.

Les organisations humanitaires, ou d'autres ONG, ont aussi contribué de manière considérable à faire prendre conscience de l'unité du monde: "nous sommes tous responsables du monde entier". J'insiste pour dire que la logique politique est inverse de la logique économique. La logique économique est une logique de masse, mondialisée, de réseaux sans centre, et non contrôlée. La logique politique au contraire, est la logique de la responsabilité qui doit être proche des gens. Il doit y avoir un lien aussi proche que possible entre gouvernants et gouvernés, ce qui veut dire que les unités de base doivent rester les plus importantes, dans les villes aussi ! De ce point de vue, le terme de subsidiarité qui s'est imposé de plus en plus, est une bonne théorie.

Il y a des gens qui sont contre la globalisation de l'économie mondiale. Qu'en pensez-vous ?

On ne doit pas accepter les yeux fermés une conception de la globalisation qui est parfaitement idéologique. Une chose est l'augmentation et la diversification des échanges économiques mondiaux, avec l'apparition de nouveaux pays industriels, - et je ne vois pas pourquoi on serait contre, - une autre chose est la prétention du néo-libéralisme à créer une économie d'échanges internationaux qui serait régulée par elle-même. C'est contre cela qu'il faut se battre, contre cette financiarisation qui peut même être parfois mafieuse. Dans ce sens, il faut reconstruire la capacité d'intervention de l'Etat et reconstruire aussi la défense des intérêts culturels nationaux et locaux.



Revenons au phénomène de l'urbanisation croissante. Etes-vous d'accord avec ce terme ?

Non, il faudrait plutôt parler de désurbanisation, d' éclatement. Ce qui est frappant dans les villes du Tiers-Monde, ou à New-York (mais il y a aussi des ressemblances dans les villes de chez nous), c'est qu'elles sont formées de 3 éléments:

1. La ville globale (ville "virtuelle"), par des réseaux internationaux financiers et informationnels où les gens parlent souvent l'anglais : ± 5 % de la population
2. La ville "classique" (de bons citoyens), centre national, régional et administratif, orientée sur le marché intérieur : ± 30 % de la population
3. La ville "refuge" des zones rurales ou semi-rurales, des petites villes en décomposition:
 $\pm 60-70$ % de la population

Le phénomène fondamental, c'est la ségrégation croissante. C'est ça le phénomène de désurbanisation: des zones qui ne communiquent plus entre elles.

Le phénomène de mondialisation est d'abord un phénomène de fragmentation et de dualisation comme je le disais plus haut.

Comment les très pauvres des villes peuvent-ils arriver à survivre ?

La survie est très difficile. Il y a trois types de survie essentiellement :

1. Par le système traditionnel qui est dans les rôles de la famille, du voisinage, des organisations caritatives. Il existe un grand réseau de volontariat à travers l'Eglise catholique et les autres Eglises que nous avons déjà connu au XIXe siècle. Cela s'observe dans les pays encore proches d'une société traditionnelle (Sud, Europe du Sud aussi). C'est très important.
2. La survie informelle, c'est-à-dire la constitution d'une contre-société. L'exemple brésilien est connu: le monde des favelas est tenu pour un monde mafieux = les "classes dangereuses" du siècle passé. Ou l'exemple des minorités ethniques (les Italiens aux Etats-Unis, qui étaient souvent mafieux) qui se débrouillent pour survivre seules.
3. La survie par l'intervention de l'Etat, dans un certain nombre de pays européens, et les pays communistes.

On peut dire prudemment que, dans nos pays, la première formule perd de son importance à mesure du développement de zones métropolitaines. La troisième formule se heurte à de grandes difficultés étant donné le climat économique actuel anti-welfare state, et que nous connaissons un phénomène très important de développement de l'économie informelle. On retrouve cette "ghettoïsation" dans de nombreux pays (E.U., Angleterre, Allemagne, Sud), c'est-à-dire de zones où le contrôle social sur les pauvres est exercé par des organisations de type ghetto qui cherchent à maintenir l'isolement de la population pauvre et à y établir leur pouvoir.



Ce sont des phénomènes de ghettoïsation parfois mafieux avec restructuration informelle.

Est-ce que justement cette économie informelle n'est pas très importante dans les villes du Sud ?

En Amérique latine, en prenant la décennie perdue (1980-1990), la population de l'économie informelle a passé de 40 % à 60 %, au Pérou à 70 %. C'est vrai que cette population informelle est partout plus dynamique qu'une population contrôlée par l'Etat. Mais dans l'ensemble, cette économie informelle est quelque chose de pathologique, je veux dire qui repose sur l'incapacité du secteur formel d'absorber la totalité des producteurs, et celle des consommateurs.

Et pourquoi pathologique ? Parce que justement le secteur formel est incapable d'absorber toute la population, car il dépend de l'extérieur. Le modèle de développement que nous avons imposé, par exemple à l'Amérique latine, était de développer des productions qui sont dans la logique des pays industriels centraux (ex. la voiture), de faire entrer dans le mode de la production et de la consommation non pas les pays en voie de développement, mais une partie de ces pays, d'où est apparu une augmentation massive des différences sociales (dualisation), c'est-à-dire l'inégalité. Cela a été et reste le développement d'une partie de la population axée sur notre modèle de production et de consommation, c'est-à-dire axée sur le marché extérieur, et non pas sur un marché intérieur. C'est cela le pathologique.

Peut-on et doit-on soutenir cette économie informelle dans les villes ?

Evidemment. L'économie informelle n'est pas irrationnelle. Elle est la réponse aux besoins de gens qui ont des ressources si faibles qu'il faut que le producteur soit très proche. Mais souvent les produits de l'économie informelle sont plus chers que les produits de l'économie formelle du supermarché. Faites attention, cette économie informelle, comme je le dis plus haut, est marquée de phénomènes économiquement pathologiques.

L'Amérique latine d'aujourd'hui est très proche de l'Europe de 1900, et surtout de l'époque victorienne avec le travail domestique, et les serviteurs des riches.

Ainsi, il ne faut pas condamner le soutien à l'économie informelle, car cela indique essentiellement la dualisation de l'économie, mais il faut bien avoir conscience que le phénomène de base doit être la réintégration des sociétés dans l'Etat et l'économie formelle.

Faut-il alors aider les gens du Sud et les pauvres des villes à réaliser des projets de réintégration dans l'économie mondiale ?

D'abord sachez que les décisions ont déjà été prises partout. Il n'y a plus de pays du Sud qui ne soient pas intégrés à l'économie mondiale (excepté la Birmanie pendant un certain temps, et Fidel Castro qui ouvre maintenant ses frontières).



C'est parce que les économies sont ouvertes qu'il y a plus de marginalisation. N'oublions pas que c'est un phénomène majeur: le Tiers-Monde se trouve emporté dans un mécanisme de développement économique. Il existe peu de régions en chute. Même l'Afrique a plus de facteurs favorables que le contraire. N'ayons pas une vision catastrophiste au niveau mondial. Non seulement il y a ouverture, mais aussi développement de l'économie mondiale. Cependant, cela n'empêche pas que le développement de cette économie mondiale provoque aussi la dualisation, la marginalisation, et l'exclusion d'une certaine partie de la population dans presque tous les pays et toutes les grandes villes.

Y a-t-il des liens entre les grandes villes de concentration économique (Tokyo, New York, Londres, Paris, etc.) et les énormes mégapoles (Le Caire, Mexico, Calcutta, etc.) ?

Il y a des réseaux mondiaux, financiers et économiques (incontrôlés) et des éléments identiques dans toutes ces villes-là. Inversément à New York, Londres ou Paris, on trouve des éléments du Tiers-Monde. Il ne faut plus opposer le Nord et le Sud. Il faut voir que le monde entier tend à se dualiser. On a le Tiers-Monde à New-York. New-York est une des plus grandes villes du Tiers-Monde ! Les banlieues des villes françaises, c'est du Tiers-Monde exporté en France. Il ne faut pas dire qu'il y a des villes où se concentre la richesse, d'autres la pauvreté. Il y a une quantité variable de villes où les riches et les pauvres sont mélangés, qui est la caractéristique du monde aujourd'hui. Il y a moins de séparation qu'avant, mais plus de renforcement des mécanismes de ségrégation et d'exclusion.

Quel rôle les ONG ont-elles auprès des marginalisés pour une réintégration satisfaisante ?

Ma réponse est que ce rôle est négatif dans la mesure où on met en épingle, on insiste sur les aspects extrêmes de la marginalité, le côté "homeless". On est dans des cas ambigus. Il y a des gens "homeless" sur qui ont pesé des facteurs objectifs (crise familiale, professionnelle, crise régionale d'une entreprise) et s'en sont très bien tirés, mais il y a aussi ceux qui ont une faiblesse de réaction personnelle. On risque d'attirer l'attention d'une manière ambiguë sur ceux qui se laissent aller.

L'aide des ONG est positive à trois conditions:

1. Cette aide ne doit pas être séparée du renforcement de la capacité d'être acteurs. Ne pas étiqueter les gens comme des victimes, ce qui renforce leur situation d'exclusion. Au contraire, dans la mesure du possible, il faut augmenter leur espace d'initiative dans les domaines du travail, de la santé, de l'éducation, des femmes qui ont une capacité d'action supérieure aux hommes.
2. Ne pas isoler les pauvres comme des cas, mais faire apparaître les relations. Les pauvres, les exclus, ne se définissent pas par des caractéristiques propres, mais ce qui les définit, est un état du système qui produit l'exclusion.
3. Favoriser l'association entre la défense d'une identité qui peut être ethnique, locale, avec la volonté d'une participation économique et sociale, donc en fait, de démocratisation.



Les ONG doivent montrer l'interdépendance. Nous vivons tous dans "one world". Il est fondamental que les ONG fassent éclater les barrières entre gens d'ici, gens de là-bas, riches et pauvres, également dans les villes. Nous faisons partie du même système. Il n'y a pas deux mondes. Ce sont nos problèmes à tous, gens du monde.

Il faut aller au-delà des frontières qui sont artificielles. Les pays à économie formelle et informelle ne sont pas deux mondes séparés, idem dans les villes. N'isolons pas la situation des autres, mais comprenons que c'est un aspect d'un même système global dualisé.

Ce texte pourrait appeler des remarques ou critiques. Merci de nous en faire part dans un esprit de dialogue.